



Pour diffusion immédiate

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les États s'appêtent à adopter le tout premier accord international visant à protéger les civils contre les armes explosives dans les zones peuplées.

- Plus de 70 États, dont le Canada, devraient signer la première déclaration internationale sur les armes explosives visant à protéger les civils dans les zones peuplées, au château de Dublin, le vendredi 18 novembre 2022.
- Des militant.e.s du monde entier se réuniront après une campagne de dix ans. Un forum de la société civile, qui se tient ce jeudi 17 novembre 2022, permettra de déterminer comment la déclaration peut contribuer à améliorer la sécurité des civils dans les conflits.
- La Déclaration engage les États à imposer des restrictions à l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées afin de réduire les dommages causés aux civils, mais aussi d'aider les victimes et les communautés touchées.
- Lorsque des armes explosives sont utilisées dans des zones peuplées, 90% des victimes sont des civils.

Dublin, le 17 novembre 2022 - Des États, dont le Canada et de nombreux alliés, se réuniront au château de Dublin ce vendredi, pour signer la [Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées](#). Cet accord historique porte sur la souffrance et la dévastation généralisées des civils résultant des bombardements et du pilonnage des villes et autres zones peuplées. Action Mines Canada, Project Ploughshares et Humanité & Inclusion Canada, les membres canadiens du Réseau international sur les armes explosives (INEW), saluent la déclaration et appellent tous les États à la signer et à la mettre en œuvre.

« Les États envoient un message clair : l'utilisation d'armes explosives dans des zones peuplées provoque des souffrances et des ravages inacceptables chez les civils et doit cesser. Le Canada doit maintenant mettre en œuvre la déclaration pour aider les civils et



leurs communautés pendant et après les conflits », a déclaré Cesar Jaramillo, directeur exécutif de Project Ploughshares.

La Déclaration exige des États qu'ils imposent des limites à l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, qui est la principale cause de dommages aux civils dans les conflits actuels.

Elle exige également des États qu'ils aident les victimes et les communautés touchées pendant et après le conflit et qu'ils s'attaquent aux souffrances à long terme qui découlent de l'utilisation d'armes explosives dans des zones peuplées. Les civils subissent des blessures physiques et psychologiques. Les dommages et les destructions d'infrastructures civiles essentielles entravent les soins de santé, l'éducation et d'autres services. Les gens sont contraints de fuir les villes dans lesquelles ils vivent et travaillent.

« Personne ne pense aux gens comme moi, qui n'ont aucun endroit où se cacher. Cela entraîne des traumatismes psychologiques. J'avais 12 ans, j'étais en fauteuil roulant et j'étais terrifié, mais personne ne pouvait rien faire. Lorsque des civils sont bombardés, ce ne sont pas seulement des vies, des villes et des maisons qui sont perdues, mais aussi leur avenir. J'espère que la signature de la Déclaration ne sera pas un simple bout de papier, mais le début d'un véritable changement. Les personnes qui souffrent des guerres dans le monde entier en ont besoin », a déclaré Nujeen Mustafa, qui a fui Alep, en Syrie, pour se réfugier en Allemagne.

Vendredi, le matin de la conférence, les militant.e.s et les États participants dévoileront dans le jardin du château de Dublin un «Monument au civil inconnu», en reconnaissance du lourd tribut payé par les civils lors des bombardements et des pilonnages dans les villes du monde entier. Les participant.e.s pourront également visiter une réplique unique d'une «école bombardée» dans le château.

« Le préjudice est généralisé : lorsque des villes sont bombardées, ce sont les civils qui souffrent le plus. En adhérant à cette déclaration politique, le Canada se tient aux côtés des civils du monde entier et s'appuie sur l'héritage de son leadership dans le cadre du Traité d'Ottawa. », a déclaré Anne Delorme, directrice générale de Humanité et Inclusion Canada.

L'Éthiopie, l'Irak, la Palestine (Gaza), la Syrie, l'Ukraine et le Yémen sont des exemples récents de pays touchés.

Avant la conférence, des militant.e.s et des survivant.e.s de conflits armés se réuniront également lors d'un Forum mondial de la société civile à Dublin le jeudi 17 novembre, afin d'examiner les problèmes civils et humanitaires causés par les armes explosives et de veiller à ce que la Déclaration internationale ait un impact significatif.



« Bien que le Canada n'ait pas connu de bombardements et de bombardements de ses villes et villages, les effets de la LEPI ont marqué d'innombrables Canadiens. De nombreux Canadiens sont des Canadiens uniquement parce qu'ils ou leurs parents ont cherché à se mettre à l'abri des bombardements et des tirs d'obus, que ce soit au Vietnam dans les années 1970, au Liban dans les années 1980, dans les Balkans dans les années 1990, en Irak et en Afghanistan dans les années 2000, en Syrie dans les années 2010 ou les Ukrainiens qui arrivent aujourd'hui. L'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées a eu des répercussions sur des centaines de milliers de personnes qui sont maintenant chez elles au Canada », a déclaré Paul Hannon, directeur exécutif d'Action Mines Canada.

Les armes explosives ont été conçues pour être utilisées sur des champs de bataille ouverts, et sont souvent des choix mortels lorsqu'elles sont utilisées dans des villes et d'autres zones où se concentrent des civils.

« Les armes explosives lourdes, qui sont imprécises, ont un large rayon d'explosion ou de fragmentation, ou sont lancées en groupe, constituent un choix mortel pour les civils », a déclaré Steve Goose de Human Rights Watch. « L'utilisation d'armes explosives ayant des effets aussi larges devrait toujours être évitée dans les zones peuplées. »

Le texte de la déclaration a été finalisé aux Nations Unies à Genève le 17 juin 2022, grâce à un processus diplomatique mené par le gouvernement irlandais.

Les États qui signent la déclaration doivent agir rapidement pour entamer le processus de mise en œuvre. Il s'agit notamment d'élaborer des politiques et des pratiques qui limitent l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées et de veiller à ce que la protection des civils soit une priorité dans la planification et la conduite des opérations militaires.

CONTACT MEDIA : Coordinatrice média de l'INEW, Samantha Bolton, +41 79 239 2366
samanthabolton@gmail.com

[@explosiveweapon](https://www.inew.org) <https://www.inew.org/media-centre/>

INFORMATIONS GÉNÉRALES CI-DESSOUS ET PLUS DANS LE DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'ONU / ICRC -
<https://press.un.org/en/2022/dc3854.doc.htm>

À propos de l'INEW - [@explosiveweapon](https://www.inew.org)



Le Réseau international sur les armes explosives (INEW) est un partenariat d'ONG qui appelle à une action immédiate pour prévenir les souffrances humaines causées par l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. Il comprend plus de 40 organisations réparties dans 25 pays. Le comité directeur comprend Action on Armed Violence (AOAV), Article 36, Center for Civilians in Conflict (CIVIC), Humanité & Inclusion (HI), Human Rights Watch, PAX, Norwegian People's Aid, Oxfam, Women's International League for Peace and Freedom, Save the Children et SEHLAC. Les membres canadiens de l'INEW sont Mines Action Canada, Project Ploughshares et Humanité & Inclusion Canada.

À propos de la conférence de Dublin sur l'adoption, Dublin Castle, le vendredi 18 novembre 2022

Une nouvelle déclaration internationale sur la protection des civils contre l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées sera soumise à l'approbation des États lors d'une conférence qui se tiendra à Dublin, le vendredi 18 novembre 2022.

Le ministre des affaires étrangères, Simon Coveney, ouvrira la réunion, aux côtés d'autres représentant.e.s de haut niveau du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), des Nations Unies et du Réseau international sur les armes explosives, ainsi que de Nujeen Mustafa, survivant du conflit armé syrien et militant.

L'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées est la principale cause de victimes civiles dans les conflits armés contemporains, et la Déclaration est la première reconnaissance internationale formelle que ce problème doit être abordé de manière urgente et directe. La déclaration engage les États qui y souscrivent à prendre des mesures pour la mettre en œuvre en modifiant leurs politiques et pratiques nationales, y compris les politiques militaires et les règles d'engagement opérationnel.

La déclaration a été finalisée par les États le 17 juin 2022 lors d'une réunion à l'ONU à Genève. Elle est l'aboutissement de près de trois ans de négociations diplomatiques menées par l'Irlande, impliquant des États, les Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des organisations de la société civile, notamment le Réseau international sur les armes explosives (INEW).

La Déclaration promeut des normes plus strictes pour protéger les civils contre l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées et engage les États qui l'approuvent à



prendre des mesures pour la mettre en œuvre en modifiant leurs politiques et pratiques nationales, y compris les politiques militaires et les règles d'engagement opérationnelles.

Celle-ci doit être considérée comme un point de départ et non comme un point d'arrivée. L'un des domaines clés sera la modification des pratiques militaires pour éviter l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. Il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la protection des civils, et il faut du temps pour élaborer des normes plus strictes et faire avancer des changements significatifs.

Pourquoi renforcer la protection des civils contre l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées ?

L'urbanisation du monde s'accompagne de conflits. Les civils sont confrontés aux bombardements et aux tirs d'obus là où ils vivent et travaillent. La façon dont les guerres sont menées a également changé : les combats et les bombardements ont souvent lieu dans des centres habités très fréquentés, avec des armes conçues pour être utilisées sur des champs de bataille ouverts.

Il y a un siècle, les civils représentaient 10 à 15 % des victimes des conflits armés. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ce chiffre est passé à près de 50 %. Dans les années 1990, les civils représentaient 80 à 85 % des victimes de conflits armés, une tendance à la hausse qui s'est poursuivie/intensifiée, au XXI^e siècle (Kaldor, 2013, cité par l'ODI).

Aujourd'hui, lorsque des armes explosives sont utilisées dans des zones peuplées, 90% des victimes sont des civils - une tendance constamment documentée depuis plus d'une décennie (AOAV). Au cours de la dernière décennie, plus de 511 000 civils auraient été directement tués et / ou blessés par des armes explosives (AOAV).

Le Secrétaire général de l'ONU a décrit l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées comme « le principal tueur de civils dans les conflits ». Les attaques, la perte de logements et de services essentiels - combinées aux restes de contamination provenant de munitions non explosées - incitent de nombreux civils à fuir ou à quitter leur domicile (voir plus loin CICR).